

RESULTS OF 'GSCGI-FECIF ESG SURVEY'



CIFA INITIAL CONTRIBUTOR

GROUPEMENT SUISSE DES CONSEILS
EN GESTION INDÉPENDANTS, G.S.C.G.I.

SCHWEIZERISCHE VEREINIGUNG
UNABHÄNGIGER FINANZBERATER, S.V.U.F.

ASSOCIAZIONE SVIZZERA DEI CONSULENTI
FINANZIARI INDIPENDENTI, A.S.C.F.I.

SWISS ASSOCIATION OF INDEPENDENT
FINANCIAL ADVISORS, S.A.I.F.A.



fecif | the European Federation of
Financial Advisers and
Financial Intermediaries

Only a quarter of advisers always consider ESG investments

This was one of the significant findings of the recent, unique, ESG survey conducted by FECIF. Whilst it was found that over 90% of financial advisory professionals considered ESG investments some of the time, just 23% did so all of the time; which is potentially concerning, given the EU regulations around ESG matters, the first of which will commence as early as March 2021!

Unique webinar and survey

This data was revealed at the market-leading ESG webinar that FECIF held at the end of September. It was derived from the above-mentioned research, conducted in July and August; which elicited responses from no less than 2,000 advisers and financial intermediaries across Europe. Given the countries covered and the number of respondents, this is, to the best of my knowledge, one of the most extensive research projects, of its kind, ever conducted; if not the premier survey in the area of ESG advice. The online event attracted over 200 advisers from all across Europe, and combined a number of industry experts in order to assess some of the key discoveries from this research and discuss advice around ESG investing, not least in light of the forthcoming regulations (which much of the advisory sector seems unsure or unaware of, at this stage).

E, S or G?

Another interesting aspect of the research, also discovered during the webinar, is that 82% of advisers believe that the key component of ESG, as far as their clients are concerned, is Environmental matters. The panellists felt exactly the same as the survey respondents, but pointed out that Social considerations were fast gaining traction within the populace, not least on the back of the present global pandemic. A lesson for advisers, perhaps; ensure that you are in tune with changing and developing public opinions in this sphere.

Comparisons at national, association and adviser level

The results from the survey have enabled us to compare individual countries as well as provide conclusions and

clarification across Europe as a whole. Our National Association members can now specifically see where their advisers stand against other European markets and the collated data also helps individual advisers and intermediaries see if there are any gaps in their work or processes in these areas; ahead of the new regulations impacting them.



Paul Stanfield
FECIF Secretary General

Other data collated

In addition to the results highlighted above, the survey looked into the present activities of advisers with regards to ESG, how often they consider such matters with clients, why, and when. It also assessed their views of investment companies and regulators, concerning "Sustainability" – and ascertained where they themselves need more knowledge and assistance to perform their role better. Finally, but certainly not least, we collected their opinions with regards to clients' interest, thoughts and approaches to this area. Some of this data will be made available within the public domain in the near future. The total research will be exclusively available to FECIF members.

Conclusions

An unmatched survey and incomparable webinar unveiled significant data and resultant conclusions, as well as highlighting FECIF's unique ability to generate such market-leading research.

It became clear, through the webinar, that there are presently 2 key factors creating the need for greater advice to be provided to investors on ESG matters: firstly, consumer interest and demand; secondly, regulatory requirements. COVID-19 has obviously been an accelerant to these factors, but not a prime driver in itself.

Retrouvez la version française en page 5.

RESULTATS DU 'GSCGI-FECIF ESG SURVEY'

Seulement un quart des conseillers considèrent toujours les investissements ESG

C'est l'une des conclusions importantes de la récente et unique enquête ESG menée par la FECIF et le GSCGI. Alors qu'il a été constaté que plus de 90% des professionnels du conseil financier envisagent des investissements ESG parfois, seulement 23% le font tout le temps; ce qui est potentiellement inquiétant, étant donné les réglementations européennes en matière d'ESG, dont la première commencera dès mars 2021!

Webinaire et enquête uniques

Ces données ont été révélées lors du webinaire ESG, leader sur le marché, organisé par la FECIF à la fin du mois de septembre. Elles sont issues de l'étude susmentionnée, menée en juillet et août, qui a suscité les réponses de 2 000 conseillers et intermédiaires financiers à travers l'Europe. Compte tenu des pays couverts et du nombre de répondants, il s'agit, à ma connaissance, de l'un des projets de recherche les plus vastes jamais menés, sinon le premier dans le domaine des conseils en matière d'ESG. L'événement en ligne a attiré plus de 200 conseillers de toute l'Europe, et a réuni un certain nombre d'experts du secteur afin d'évaluer certaines des découvertes clés de cette recherche et de discuter des conseils en matière d'investissement ESG, notamment à la lumière des réglementations à venir (que une grande partie du secteur du conseil semble ignorer, à ce stade).

E, S or G?

Un autre aspect intéressant de la recherche, également découvert au cours du webinaire, est que 82% des conseillers estiment que l'élément clé de l'ESG, pour leurs clients, est l'environnement. Les membres du panel ont ressenti exactement la même chose que les répondants à l'enquête, mais ont souligné que les considérations sociales gagnaient rapidement du terrain au sein de la population, notamment en raison de la pandémie mondiale actuelle. Une leçon pour les conseillers, peut-être: assurez-vous d'être en phase avec l'évolution et le développement de l'opinion publique dans ce domaine.

Comparaisons au niveau national, au niveau des associations et au niveau des conseillers

Les résultats de l'enquête nous ont permis de comparer

les différents pays et de fournir des conclusions et des éclaircissements pour l'ensemble de l'Europe. Les membres de nos associations nationales peuvent désormais voir précisément où leurs conseillers se situent par rapport aux autres marchés européens et les données recueillies aident également les conseillers et intermédiaires individuels à voir s'il y a des lacunes dans leur travail ou leurs processus dans ces domaines, en prévision des nouvelles réglementations qui les concernent.

Autres données recueillies

En plus des résultats mis en évidence ci-dessus, l'enquête a examiné les activités actuelles des conseillers en matière d'ESG, la fréquence à laquelle ils examinent ces questions avec les clients, les raisons et le moment où ils le font. Elle a également évalué leur point de vue sur les sociétés d'investissement et les régulateurs, concernant la «durabilité» - et a déterminé les domaines dans lesquels ils ont eux-mêmes besoin de plus de connaissances et d'assistance pour mieux remplir leur rôle. Enfin, et ce n'est certainement pas le moins important, nous avons recueilli leurs opinions concernant l'intérêt des clients, leurs réflexions et leurs approches dans ce domaine. Certaines de ces données seront bientôt disponibles dans le domaine public. L'ensemble de la recherche sera exclusivement accessible aux membres de la FECIF.

Conclusions

Une enquête inégalée et un webinaire incomparable ont permis de dévoiler des données significatives et les conclusions qui en découlent, tout en soulignant la capacité unique de la FECIF à générer de telles études de pointe sur le marché.

Il est apparu clairement, grâce au webinaire, qu'il existe actuellement deux facteurs clés qui créent le besoin de fournir davantage de conseils aux investisseurs sur les questions ESG: premièrement, l'intérêt et la demande des consommateurs; deuxièmement, les exigences réglementaires. COVID-19 a manifestement accéléré ces facteurs, mais n'a pas été un moteur principal en soi.



Paul Stanfield
FECIF Secretary General